

Mirage

Je n'ai jamais cru en l'Organisation des Nations Unies, créée au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et couverte d'une profusion d'énoncés des puissants, d'illusions pour les faibles et d'espérances pour ceux qui chérissent les grands idéaux et souhaitent voir la justice régner sur la terre, afin que le craintif soit rassuré, l'inquiet apaisé et les cœurs retrouvent la paix.

Je n'y ai jamais cru parce qu'une organisation semblable avait déjà été établie après la Première Guerre mondiale, et elle n'a su arrêter ni l'agresseur ni réprimer le tyran ; elle n'a établi ni sécurité ni justice ; elle a seulement dépensé de grandes sommes, rempli le monde de discours et d'illusions, et encouragé les faibles à se fier à leur faiblesse et les forts à accroître leur puissance.

Avant même la création de cette première organisation, le président Wilson avait proclamé ces principes graves qui devaient fonder la paix ; et quelques mois ou quelques semaines après ces proclamations qui emplissaient de joie les peuples opprimés et faisaient sourire les puissances, Wilson lui-même se hâta de reconnaître la tutelle britannique sur l'Égypte.

Avant la création de la seconde, la Charte de l'Atlantique fut rendue publique ; les peuples faibles s'en réjouirent, les puissances sourirent, et le Premier ministre britannique fut des premiers à la signer. Ainsi fut-il également le plus prompt à la violer et à renier l'engagement qu'il avait pris, lorsqu'il agît en Grèce, alliée en guerre, laquelle connut d'abord l'incendie allemand, puis bientôt l'incendie anglais.

Je n'ai cru à rien de tout cela, car la vie nous a appris que les promesses des puissants finissent par être trahies. Quand leurs paroles prennent forme, elles ne sont souvent que maquillage : d'un côté la clémence, de l'autre toutes sortes de tourments. Ils excellent à promettre comme ils excellent à ne pas tenir ; la force les corrompt si bien qu'elle les rend parfois plus faibles que les plus faibles, et plus méprisables que les plus méprisables.

Les Anglais, de même, ont caressé les peuples faibles jusqu'à l'excès lorsqu'ils avaient besoin d'eux pendant la guerre ; une fois la victoire acquise, ils se montrèrent hautains, cruels et excessifs dans leur oppression. Interrogé à la Chambre des communes, au temps où il sévissait en Grèce, sur les nobles principes contenus dans la Charte de l'Atlantique, Winston Churchill répondit : « Ce sont des choses que nous souhaitons et pour lesquelles nous plaidons ; la route pour les réaliser est cependant extrêmement longue. »

Rien ne m'a plus déplu que la hâte de l'Égypte à se joindre aux Nations Unies et à signer sa charte avant d'avoir obtenu de la Grande-Bretagne l'intégralité de ses droits. Jamais je n'ai plus douté que de ce Conseil de sécurité, qui ne protège personne, qui ne rend justice à personne, qui n'innocente pas le faible face au fort et ne repousse pas l'agresseur — ce que j'ai parfois appelé le Conseil de la peur. La force n'a d'effroi que pour la force, et la puissance ne craint que la puissance. Aucun grand État ne donne le droit parce qu'il croit au droit, ni n'instaure la justice parce qu'il croit que la justice doit régner. Les puissants font face à deux choix : s'ils le peuvent, ils écrasent ; s'ils ne le peuvent pas, ils manœuvrent.

Ces instances — l'Assemblée générale qui se réunit une ou deux fois par an et qui coûte tant en effort et en argent, et le Conseil de sécurité qui siège chaque mois et pèse tant sur les États — n'ont rien changé aux réalités coloniales. Sous leur protection, les mêmes pratiques persistent : des peuples humiliés et exploités sans douceur ni retenue ; des peuples qui ne résistent pas parce qu'ils n'ont pas

encore trouvé les moyens de le faire ; des exploiters qui ne songent pas à faire preuve de miséricorde parce qu'ils ne craignent ni représailles ni honte. D'autres peuples se battent, protestent, supplient — sans réponse ; leurs voix restent sans écho auprès de l'Assemblée et du Conseil ; ils se résignent donc, répriment leur colère et poursuivent leur lutte patiente jusqu'au jour où Dieu jugera entre eux et leurs oppresseurs — et Dieu est le meilleur des juges.

Ce qui est encore plus absurde, c'est que l'on porte les griefs des peuples opprimés devant l'Assemblée ou le Conseil ; de grands discours sont prononcés, des efforts innombrables sont promis pour leur défense, et les mains de l'Assemblée et du Conseil se posent sur les crimes coloniaux commis à Marrakech, en Tunisie, en Palestine et ailleurs. Le monde entend ces discours, observe les efforts, attend la décision solennelle qui doit, en théorie, réparer le tort fait au faible, réprimer le coupable et ouvrir aux peuples l'espoir d'une vie paisible et sûre.

Puis la montagne accouche d'un rien — de l'air si l'on veut appeler cela une naissance d'air. Et pendant que coule le sang, que des vies sont fauchées, que des droits sont piétinés, que des sanctuaires sont violés, que des peuples connaissent misère et privation, rien ne change. L'unique chose dont l'Organisation des Nations Unies semble réellement tenir pour sacrée, au point de tout sacrifier à sa préservation — parfois au détriment du droit et de vies humaines — est que l'accord entre les puissances coloniales demeure intact et sans faiblesse. Ainsi, que la France écrase qui bon lui semble et que la Grande-Bretagne domine qui elle veut : l'important n'est pas tant d'empêcher la violence ou d'en effacer les effets, que de maintenir entre ces États un *modus vivendi* qui laisse à chacun sa marge d'action, soutenus par les États-Unis tant que l'accord de rapine tient et qu'il sert à contrer les nations qui ne partagent pas leur doctrine, leurs intérêts ou leurs finances.

Tout tourne autour de l'intérêt et de l'avantage des puissants plutôt que des faibles ; l'essentiel est que les puissances affrontent leur grand ennemi principal ; les ennemis mineurs ne méritent guère d'attention. Ainsi raisonnent les colonisateurs ; ils placent leurs intérêts et leurs avantages au-dessus de tout. Ils n'hésitent pas à sacrifier la vie, les intérêts et l'honneur d'autrui, tant que leurs propres avantages sont assurés.

Ce qui est étonnant, c'est que ces avantages ne sont même pas garantis : il arrive qu'ils s'opposent entre eux, qu'ils se heurtent, qu'il faille sacrifier l'un pour l'autre. La France peut être contrainte d'accepter l'organisation d'une armée européenne que son peuple méprise ; elle peut aussi devoir continuer des effusions de sang inutiles en Indochine, malgré le dépit de ses propres citoyens. La Grande-Bretagne peut devoir sacrifier une part de son commerce en Extrême-Orient et en Europe de l'Est pour que le blocus anti-communiste soit efficace. Ces deux États peuvent être amenés à payer le prix de la complaisance américaine envers leurs entreprises condamnables ailleurs dans le monde.

Quand les puissants s'entendent entre eux sur la répartition des bénéfices, rien ne s'oppose à leur arrangement : difficultés et obstacles disparaissent. Cependant, quand ils cherchent cet accord, des complications se multiplient, des conférences se tiennent en nombre pour demeurer vaines ; ministres et diplomates voyagent d'Europe aux Bermudes pour revenir comme ils étaient partis — semblable à l'autruche qui partit à la recherche d'une paire de cornes et revint sans oreilles.

Il ne reste donc aux nations subjuguées qu'un seul plan, sans alternative — le plan que le poète arabe ancien a exprimé de la plus belle manière dans son vers immortel :

Qui ne défend point son bassin par l'épée,
Voit son bassin détruit ; qui n'opprime point les hommes sera opprimé.

Il faut défendre notre bas-fond par nos armes et ne nuire à personne ; il faut refuser que quiconque nous opprime.

— Ṭāhā Ḥusayn

Al-Jumhūriyya, 11 décembre 1953